

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 42.842/2
DU 7 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 17 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant réforme de la carrière des employés des conservateurs des hypothèques", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation préliminaire

Compte tenu du délai imparti, de la complexité de la matière et de l'absence de rapport au Roi accompagnant le projet, il n'a pas été possible de vérifier si toutes les dispositions du projet sont conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination. Il n'a pas pu être vérifié non plus si le projet assure la nécessaire cohérence avec les autres réglementations relatives à la carrière des personnes concernées. Il appartient à l'auteur du projet de vérifier soigneusement si ces principes et exigences sont respectés en l'espèce.

.../...

Par ailleurs, la circonstance que des observations sont formulées sur certaines dispositions du projet ne signifie pas que ces observations sont exhaustives, ni que les dispositions sur lesquelles il n'est fait aucune d'observation échappent nécessairement à toute critique.

Observations générales

1. Le statut des employés des conservateurs des hypothèques est régi par l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949 fixant le statut des employés des conservateurs des hypothèques. En vertu de l'article 3, alinéa 2, de cet arrêté,

"(les) relations entre le conservateur et ses employés sont régies par le droit commun du contrat d'emploi et les dispositions du présent arrêté".

Les employés des conservateurs des hypothèques n'ont dès lors pas actuellement le statut d'agents de l'État; ils sont cependant assimilés à ceux-ci pour la fixation de leur situation pécuniaire ⁽¹⁾.

L'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État a réformé les carrières des anciens niveaux 4, 3, 2 et 2+, qui ont été repris dans les niveaux D, C et B. D'autres modifications importantes ont été apportées dans un souci de modernisation de la carrière des agents de l'État. Cet arrêté royal est applicable à l'ensemble de la fonction publique fédérale.

L'arrêté royal du 3 mars 2005 portant réforme de la carrière particulière de certains agents du Service public fédéral Finances et de l'Administration des pensions du ministère des Finances et portant diverses dispositions visant à l'exécution de l'arrêté royal du 5 septembre 2002, précité, intègre dans les niveaux D, C et B les carrières particulières de certains agents des anciens niveaux 3, 2 et 2+ du Service public fédéral (S.P.F.) Finances et de l'Administration des pensions du ministère des Finances ⁽²⁾. Cet arrêté du 3 mars 2005 complète l'arrêté royal du 5 septembre 2002, précité, dont les dispositions

⁽¹⁾ Article 18, § 1^{er}, du même arrêté.

⁽²⁾ Actuellement Service des Pensions du Secteur public (loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public").

restent d'application aux titulaires d'un grade commun des niveaux D, C et B du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public, sauf disposition contraire ⁽³⁾ ⁽⁴⁾.

Comme l'a confirmé le délégué du ministre, l'arrêté en projet assure "la transposition pour les employés des conservateurs des hypothèques des dispositions reprises dans l'arrêté royal du 3 mars 2005", précité, de manière à faire bénéficier ces employés des mêmes avantages, notamment pécuniaires, que ceux accordés aux agents du S.P.F. Finances ⁽⁵⁾.

Le projet comprend essentiellement deux volets :

- le chapitre I^{er} (articles 1^{er} à 54) apporte des modifications aux dispositions de l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, précité;
- le chapitre II (articles 55 à 75) organise l'intégration des employés des conservateurs des hypothèques dans les nouvelles carrières en vigueur au S.P.F. Finances.

2.1. Quant à la compatibilité des dispositions en projet avec le droit commun des contrats d'emploi auquel les employés des conservateurs des hypothèques continuent à être soumis en vertu de l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du régent du 1^{er} juillet 1949, précité, le délégué du ministre a fait valoir ce qui suit :

"La volonté du pouvoir exécutif, à travers l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, a toujours été de doter les employés des conservateurs des hypothèques d'un statut fort proche de celui des agents de l'Etat même si, comme le précise l'article 3, « les relations entre le conservateur et ses employés sont régies par le droit commun du contrat d'emploi... ».

⁽³⁾ Voir l'article 220 de l'arrêté royal du 3 mars 2005, précité.

⁽⁴⁾ Sur les points qui précèdent, voir le rapport au Roi accompagnant l'arrêté royal du 3 mars 2005, précité.

⁽⁵⁾ Voir le procès-verbal de la réunion du Comité de consultation syndicale des employés des conservateurs des hypothèques du 24 janvier 2007, page 2.

Les avantages octroyés par l'arrêté du Régent sont généralement supérieurs aux conditions prévues par la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail (exemple : absence pour cause de maladie), ce que ne semble pas interdire cette dernière.

(...)

Dernier élément dont il faut tenir compte : la loi du 11 décembre 2006 ⁽⁶⁾ relative au statut des employés des conservateurs des hypothèques permet au Roi de «fonctionnariser» ces employés. À la veille d'une réforme aussi importante, il paraît inopportun de modifier une terminologie acceptée par le passé et comprise de tous."

Dès lors que, comme le relève le délégué du ministre, s'affirme de plus en plus la volonté de transiter d'un système de relations de travail fondé sur la volonté des parties à cette relation vers un régime de fixation unilatérale des conditions de travail notamment par rapport à la détermination des carrières et des salaires correspondants des employés des conservateurs des hypothèques, la question se pose de savoir si le dispositif qu'intègre l'arrêté en projet dans l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, précité, ne nécessiterait pas une adaptation plus fondamentale de cet arrêté que ne le fait le texte examiné. Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité compte tenu de l'adoption par le Parlement de la loi du 11 décembre 2006, précitée, que cite le délégué du ministre.

En effet, il apparaît de plus en plus difficile et même, dans l'avenir, impossible compte tenu de la loi du 11 décembre 2006, précitée, que le Roi est tenu de mettre en vigueur ⁽⁷⁾ et d'exécuter, d'encore pouvoir inscrire, en ce qui concerne ses fondements mêmes, la conception de l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, précité, dans une perspective de relations de travail telles que régies par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

⁽⁶⁾ Cette loi n'a pas encore été publiée au Moniteur belge. Elle résulte d'un projet de loi adopté le 9 novembre 2006 par la Chambre (Doc. parl., Chambre, 2006-2007, n/ 51-2616/3), qui n'a pas été évoqué par le Sénat. L'article 2, alinéa 1^{er}, de cette loi est libellé comme suit :

"Les employés des conservateurs des hypothèques qui remplissent les conditions déterminées par arrêté royal et qui ont réussi une épreuve de sélection reconnue par SELOR équivalente aux épreuves de sélection du même niveau, sont intégrés au sein du Service public fédéral Finances comme agent de l'État."

⁽⁷⁾ Article 2, alinéa 2, de la loi du 11 décembre 2006, précitée.

La problématique soulevée ne l'est pas par rapport au caractère éventuellement plus avantageux, comme ici prévu, de certains aspects de la relation de travail eu égard à ce qu'organise la loi du 3 juillet 1978, précitée; elle se pose bien plus en termes d'éléments qui sont la caractéristique propre d'un système de relations de travail plutôt que d'un autre.

Ainsi, il n'est pas de la logique de la loi du 3 juillet 1978, précitée, de régler, en dehors de toute intervention de la liberté conventionnelle des parties à la relation de travail, des questions aussi essentielles que celles de la catégorie d'emploi dont relève le travailleur (dénomination des grades), la détermination de sa carrière et la fixation de sa rémunération ⁽⁸⁾.

2.2. Or, c'est précisément ce que fait l'arrêté en projet qui renforce encore le glissement qui s'est opéré au cours du temps d'un régime à la base de nature hybride vers un régime à connotation presque exclusivement statutaire ⁽⁹⁾.

L'auteur du projet est donc invité à examiner s'il ne s'impose pas de procéder à une révision plus en profondeur de la réglementation applicable aux employés des conservateurs des hypothèques; une telle option serait certainement créatrice de sécurité juridique puisqu'elle permettrait d'éviter aux parties à la relation de travail de devoir combiner des législations et réglementations par nature distinctes et même souvent, sur des points fondamentaux, incompatibles.

⁽⁸⁾ À ce propos d'ailleurs, le délégué du ministre a indiqué que des avenants aux contrats de travail individuels seraient signés pour ce qui concerne la modification de la dénomination des grades. Conformément à l'article 3 de la loi du 3 juillet 1978, précitée, la rémunération de l'employé constituant un élément essentiel de la relation de travail contractuelle, elle devra également faire l'objet d'une convention entre les parties éventuellement sous la forme d'un écrit si le travail accompli l'est par exemple à temps partiel (article 11bis de la loi du 3 juillet 1978, précitée).

⁽⁹⁾ Si l'on excepte le fait de la qualification - formelle - de contrat de travail qui reste donnée à la construction juridique liant l'employé au conservateur des hypothèques et l'application des règles de la loi du 3 juillet 1978, précitée, en matière de licenciement.

3. Tel qu'il est aujourd'hui conçu, l'arrêté en projet ne peut donc se comprendre que comme une mesure de type essentiellement transitoire ⁽¹⁰⁾ c'est-à-dire prise en vue de permettre l'intégration des employés des conservateurs des hypothèques au sein du S.P.F. Finances, comme le prévoit la loi du 11 décembre 2006, précitée, ce qui exigera ensuite une refonte de l'ensemble de la réglementation dans le sens de l'application d'un régime exclusivement de nature statutaire.

C'est dans cet esprit que l'arrêté en projet a été examiné et que sont faites les observations qui suivent.

Observations particulières

Préambule

L'alinéa 2 fait mention d'une série d'arrêtés royaux qui ont modifié l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, précité.

Dans le préambule, la référence à l'ensemble d'un texte se fait toujours en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ce texte a subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs. Un premier examen fait apparaître que certains des arrêtés royaux mentionnés dans l'alinéa 1^{er} ne sont plus en vigueur; tel est le cas notamment de l'arrêté royal du 10 février 1998. Il appartient à l'auteur du projet de revoir l'alinéa 2 de manière à respecter la règle énoncée ci-dessus.

Dispositif

Article 5

En vertu de l'article 30 de la Constitution, l'emploi des langues ne peut être réglé que par la loi. Par ailleurs, dans un texte de nature réglementaire, il y a lieu d'omettre les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure, notamment législative ⁽¹¹⁾. L'article 10^{ter}, § 4, en projet, doit dès lors être omis.

⁽¹⁰⁾ Voir à ce sujet l'article 93 du projet.

⁽¹¹⁾ Voir la circulaire de légistique formelle du Conseil d'État - recommandations et formules", novembre 2001, point 8.7.2.1. (<http://www.raadvst-consetat.be>).

Article 9

À l'article 9, les points 1/ et 2/ seraient mieux rédigés comme suit (en complétant avec les numéros d'articles appropriés) :

- "1/ les employés stagiaires, visés à l'article ..., et les employés admis à titre définitif, visés à l'article ..., sont assimilés aux agents statutaires de l'État;
- 2/ les employés à l'essai, visés à l'article ..., et les employés temporaires, visés à l'article ..., sont assimilés aux personnes engagées à l'État par contrat de travail."

Article 24

La phrase liminaire et la subdivision de l'article 24 doivent être modifiées comme suit :

"Art. 24. Au Chapitre V du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 27 mai 1969, du 27 mars 1972 et du 9 octobre 2001, sont apportées les modifications suivantes :

- 1/ entre les Sections II et III, il est inséré une Section *Ibis*, intitulée comme suit : "Section *Ibis* - Assistants financiers";
- 2/ dans la Section *Ibis*, il est inséré un article 35*bis* rédigé comme suit : (texte comme prévu au projet mais sans la subdivision en paragraphes et comportant une sous-numérotation de type a), b), ... à la place de 1/, 2/, ...);
- 3/ dans la Section *Ibis*, il est inséré un article 35*ter* rédigé comme suit : (texte comme prévu au projet mais sans la subdivision en paragraphes) étant entendu que le texte néerlandais devrait être rédigé plus correctement."

Article 38

À l'article 38, alinéas 1^{er} et 2, au lieu d'écrire "sont privés de toute promotion de grade ou changement de grade", mieux vaudrait chaque fois écrire : "sont privés de toute possibilité de promotion de grade ou de changement de grade".

Article 42

1. Comme en a convenu le délégué du ministre, il serait souhaitable de compléter le point 1/ en précisant que les avantages octroyés ne peuvent pas être moins favorables que ceux accordés par les dispositions légales impératives applicables aux employés.

2. Par analogie avec l'observation relative à l'article 9, il est suggéré de rédiger le point 2/ comme suit :

"2/ l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

«Pour l'application du premier alinéa, les employés stagiaires et les employés admis à titre définitif sont assimilés aux agents statutaires de l'État; les employés à l'essai et les employés temporaires sont assimilés aux personnes engagées à l'État par contrat de travail»."

La même terminologie doit être utilisée dans l'ensemble du texte.

Article 55

L'attention du délégué du ministre a été attirée sur le fait que l'article 18, § 4, de l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, précité, auquel il est fait référence à l'article 55, 1/, du projet, est abrogé par l'article 9 du projet.

Le délégué du ministre a répondu comme suit à cette observation :

"Un des objectifs de la réforme tout comme cela s'est produit pour les agents du S.P.F. Finances est de supprimer les compléments de traitement.

Dans certains cas, l'intégration est différente selon que l'agent bénéficiait ou non d'un complément de traitement.

D'où la nécessité de faire référence à l'actuel article 18, § 4."

Compte tenu de cette explication, l'article 55, 1/, devrait être rédigé comme suit :

"1/ complément de traitement : les compléments visés à l'article 18, § 4, de l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949 fixant le statut des employés des conservateurs des hypothèques, telle que cette disposition était en vigueur avant son abrogation par l'article 9 du présent arrêté."

Article 77

Il serait plus clair de rédiger l'article 77 comme suit :

"Art. 77. Les lauréats des examens A et des examens B visés à l'article 10*bis* de l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949 fixant le statut des employés des conservateurs des hypothèques tel qu'il était en vigueur avant son remplacement par l'article 4 du présent arrêté sont considérés comme ayant réussi respectivement les sélections A et les sélections B visées à l'article 10*ter* inséré dans ce même arrêté par l'article 5 du présent arrêté."

Article 79

Le délégué du ministre a confirmé que l'article 79, § 1^{er}, devait être interprété comme signifiant que les examens annoncés avant la date d'entrée en vigueur du texte en projet sont poursuivis jusqu'à leur terme selon les dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Cette précision devrait être ajoutée à la fin de l'article 79, § 1^{er} (devenant article 79, alinéa 1^{er} ⁽¹²⁾).

⁽¹²⁾ Voir l'observation finale de légistique 1.

La même observation vaut pour les articles 80, 81, § 1^{er} (devenant article 81, alinéa 1^{er}); 82, § 1^{er} (devenant article 82, alinéa 1^{er}); et 83, § 1^{er} (devenant article 83, alinéa 1^{er}).

Article 86

Invité à expliquer la date du 31 août 2005 figurant dans l'article 86, le délégué du ministre a donné l'explication suivante : ⁽¹³⁾

"La date correspondante pour les agents du S.P.F. Finances et de l'administration des Pensions est effectivement le 31 août 2004 (à noter que pour le reste de la fonction publique fédérale, la première période de référence pour l'octroi d'une allocation de compétences débutait le 1^{er} septembre 2003).

Pour ce qui concerne les employés des conservateurs des hypothèques, l'autorité budgétaire n'a pas accepté une rétroactivité jusqu'en 2004.

Concrètement, cette différence de traitement revient à ce que la première période de référence pour l'octroi d'une allocation de compétences sera différée d'un an.

Comme dit ci avant, une telle différence est déjà apparue entre les agents des Finances et le reste de la fonction publique fédérale.

Outre l'aspect budgétaire, elle est aussi justifiée par le moment où seront organisées les formations certifiées dont la réussite ouvre le droit au paiement d'une allocation de compétences. Dans le cas des employés des conservateurs des hypothèques, ce sera, au plus tôt, dans le courant du second semestre 2007."

Cette explication n'est pas convaincante en tant qu'elle repose sur des motifs d'ordre budgétaire. S'agissant de l'absence, avant le 31 août 2005, de formations certifiées dont la réussite conditionne le paiement de l'allocation de compétences, le Conseil d'État ne dispose pas de l'ensemble des éléments de fait pour apprécier la pertinence de cette explication.

⁽¹³⁾ Courrier électronique du délégué du ministre du 2 mai 2007, point 20.

Article 93

1. Il ressort de l'article 93 que l'arrêté projeté entre en vigueur en principe le jour de sa publication au Moniteur belge. L'auteur du projet devra être en mesure de justifier pourquoi il est ainsi dérogé à la règle générale énoncée dans l'article 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, en vertu duquel les arrêtés royaux sont en principe obligatoires le dixième jour après celui de leur publication, et ce afin de permettre à chacun d'être informé, avec un délai raisonnable de préavis, de l'entrée en vigueur des règles nouvelles.

2. En ce qui concerne la rétroactivité que l'article 93 envisage de donner à certaines dispositions du projet, il y a lieu de rappeler que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Il ressort des explications fournies par le délégué du ministre que les dates d'entrée en vigueur prévues pour certaines dispositions (1^{er} janvier 2002, 1^{er} juin 2002 et 1^{er} octobre 2002) sont les dates d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 3 mars 2005, précité, respectivement pour les dispositions relatives au niveau D, au niveau C et au niveau B ⁽¹⁴⁾.

La rétroactivité prévue par l'article 93 du projet répond donc à un souci de cohérence dans l'application des réformes des carrières des agents du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public, d'une part, et de la carrière des employés des conservateurs des hypothèques, d'autre part. Il appartient toutefois à l'auteur du projet de vérifier que cette rétroactivité n'influence pas de manière défavorable la situation administrative ou pécuniaire des employés concernés.

⁽¹⁴⁾ Voir l'article 221 de cet arrêté royal.

Observations finales de légistique et de forme

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun des paragraphes ne comporte qu'un seul alinéa. Il n'en va autrement que si l'article comporte un nombre élevé d'alinéas, ce qui complique les références et les modifications.

Il vaudrait donc mieux omettre la subdivision en paragraphes, notamment des articles 2 (article 4 en projet), 10 (article 18*bis* en projet), 15 (article 23 en projet), 24 (articles 35*bis* et 35*ter* en projet), 26 (article 36 en projet), 30 (article 39 en projet), 32 (article 41 en projet), 74, 78, 79, 81, 82 et 83 du projet. Le cas échéant, les références aux paragraphes de ces articles devront être remplacées par des références aux alinéas de ceux-ci.

2. En ce qui concerne les phrases liminaires d'articles prévoyant une modification, un remplacement ou une abrogation, il y a lieu de souligner que l'historique des dispositions à modifier, à remplacer ou à abroger doit être indiqué correctement. Cela signifie notamment qu'il faut uniquement faire référence aux modifications encore en vigueur de l'article à modifier, à remplacer ou à abroger. De plus, lorsqu'un article ou une disposition a précédemment été remplacé dans son entier, il convient d'écrire "remplacé par" au lieu de "modifié par" ⁽¹⁵⁾. L'auteur du projet est invité à vérifier si ces règles sont appliquées correctement pour toutes les dispositions auxquelles il est apporté une modification, ou qui sont remplacées ou abrogées par le texte en projet.

⁽¹⁵⁾ Voir en ce sens l'avis 37.348/1, donné le 24 juin 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État, l'observation générale n/ 3.

3. Le code ISO "EUR" et le sigle "€" doivent être remplacés par le terme "euro", lequel s'accorde en français ⁽¹⁶⁾.

4. À l'article 4, dans la version française de l'article 10*bis*, alinéa 1^{er}, en projet, après les mots "sont organisées en concertation", il convient d'ajouter le mot "avec".

5. À l'article 5, dans la version française de l'article 10*ter*, § 1^{er}, en projet, il est question de "sélections-A" et de "sélections-B", alors qu'à l'article 4 du projet (article 10*bis* en projet), est utilisée l'orthographe "sélections A" et "sélections B". Il conviendra d'opter pour l'une ou l'autre orthographe et d'utiliser celle-ci dans l'ensemble du texte.

6. À l'article 25, dans la version française, le mot "libellé" doit être remplacé par le mot "intitulé".

7. À l'article 68, au lieu d'écrire, au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, "qui sont intégrés conformément à l'annexe du présent arrêté sur rémunération", il vaut mieux écrire "qui sont intégrés, conformément à l'annexe du présent arrêté, sur la base de la rémunération", afin d'aligner la rédaction de cette disposition sur celle de l'annexe à l'arrêté projeté.

⁽¹⁶⁾ Voir avis 33.330/4, donné le 3 juin 2002, sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 (intitulé actuel : arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 relatif aux subventions octroyées aux services de promotion de la santé à l'école, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, et aux services de promotion de la santé dans l'enseignement supérieur, en application du décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors université), la première observation relative au dispositif; avis 34.901/4, donné le 19 mars 2003, sur un projet devenu l'arrêté royal du 1^{er} avril 2003 fixant le statut des membres du Corps interfédéral de l'Inspection des finances et modifiant l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des finances, l'observation finale n/ 2.

Dans la version néerlandaise de l'article 68, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ainsi que dans l'annexe, il faudrait écrire "ingeschaald op basis van" au lieu de "ingeschaald op". Le texte néerlandais de l'article 68, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, devrait être rédigé comme suit :

"Bedienden die overeenkomstig de bijlage bij dit besluit worden ingeschaald op basis van de bezoldiging, verkrijgen ... of onmiddellijk hoger dan ... oude graad."

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.842/2
VAN 7 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende hervorming van de loopbaan van de bedienden der hypotheekbewaarders", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande opmerking

Gelet op de toegemeten termijn, de complexiteit van de aangelegenheid en het gebrek aan een verslag aan de Koning bij het ontwerp, is het niet mogelijk geweest na te gaan of alle bepalingen van het ontwerp in overeenstemming zijn met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie. Er is evenmin kunnen worden onderzocht of het ontwerp zorgt voor de noodzakelijke samenhang met de andere regelgevingen betreffende de loopbaan van de betrokken personen. De steller van het ontwerp behoort zorgvuldig na te gaan of in casu deze beginselen en vereisten in acht worden genomen.

.../...

Bovendien mag uit de vaststelling dat over sommige bepalingen van het ontwerp opmerkingen worden gemaakt, niet worden afgeleid dat er niets meer over te zeggen valt, noch dat tegen de bepalingen waarover niets wordt gezegd geen enkel bezwaar kan worden gemaakt.

Algemene opmerkingen

1. Het statuut van de bedienden van de hypotheekbewaarders wordt geregeld door het besluit van de Regent van 1 juli 1949 houdende het statuut van de bedienden der hypotheekbewaarders. Krachtens artikel 3, tweede lid, van dit besluit :

"(worden) de betrekkingen tussen de bewaarder en zijn bedienden (...) beheerst door het gemeen recht van de bedienden-arbeidsovereenkomst en de bepalingen van dit besluit".

Derhalve hebben de bedienden van de hypotheekbewaarders thans niet het statuut van Rijksambtenaar; ze worden evenwel met hen gelijkgesteld voor de vaststelling van hun geldelijke toestand ⁽¹⁾.

Het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen heeft de loopbanen van de oude niveaus 4, 3, 2 en 2+ hervormd, die geïntegreerd zijn in de niveaus D, C en B. Andere belangrijke wijzigingen zijn doorgevoerd om de loopbaan van het Rijkspersoneel te moderniseren. Dit koninklijk besluit is van toepassing op alle federale overheidsdiensten.

Het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van sommige ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Administratie der Pensioenen van het Ministerie van Financiën en houdende diverse bepalingen tot uitvoering van het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, integreert in de niveaus D, C en B de bijzondere loopbanen van sommige personeelsleden van de oude niveaus 3, 2 en 2+ van de Federale Overheidsdienst (FOD) Financiën en van de

⁽¹⁾ Artikel 18, § 1, van hetzelfde besluit.

Administratie der Pensioenen van het Ministerie van Financiën ⁽²⁾. Dit besluit van 3 maart 2005 vult het voormelde koninklijk besluit van 5 september 2002 aan, waarvan de bepalingen van toepassing blijven op de titularissen van een gemene graad van de niveaus D, C en B van de Federale Overheidsdienst Financiën en de Pensioendienst voor de Overheidssector, behoudens andersluidende bepaling ^{(3) (4)}.

Zoals de gemachtigde van de Minister heeft bevestigd, zorgt het ontworpen besluit voor de omzetting, voor de bedienden van de hypotheekbewaarders, van de bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 3 maart 2005, met als doel deze bedienden dezelfde voordelen te laten genieten, onder meer geldelijke, als de ambtenaren van de FOD Financiën ⁽⁵⁾.

Het ontwerp omvat in hoofdzaak twee delen :

- hoofdstuk I (artikelen 1 tot 54) brengt wijzigingen aan in de bepalingen van het voornoemde besluit van de Regent van 1 juli 1949;
- hoofdstuk II (artikelen 55 tot 75) regelt de integratie van de bedienden van de hypotheekbewaarders in de nieuwe loopbanen die van kracht zijn bij de FOD financiën.

⁽²⁾ Thans de Pensioendienst voor de overheidssector (wet van 12 januari 2006 tot oprichting van de "pensioendienst voor de Overheidssector").

⁽³⁾ Zie artikel 220 van het voornoemde koninklijk besluit van 3 maart 2005.

⁽⁴⁾ Over de punten die voorafgaan, zie het verslag aan de Koning bij het genoemde koninklijk besluit van 3 maart 2005.

⁽⁵⁾ Zie de notulen van de Syndicale raad van advies van de bedienden der hypotheekbewaarders van 24 januari 2007, blz. 2.

2.1. De gemachtigde van de Minister heeft het volgende in het midden gebracht in verband met de verenigbaarheid van de ontworpen bepalingen met het gemeene recht van de arbeidsovereenkomsten voor bedienden dat blijft gelden voor de bedienden van de hypotheekbewaarders krachtens artikel 3, tweede lid, van het voornoemde besluit van de Regent van 1 juli 1949 :

"La volonté du pouvoir exécutif, à travers l'arrêté du Régent du 1^{er} juillet 1949, a toujours été de doter les employés des conservateurs des hypothèques d'un statut fort proche de celui des agents de l'État même si, comme le précise l'article 3, « les relations entre le conservateur et ses employés sont régies par le droit commun du contrat d'emploi... »

Les avantages octroyés par l'arrêté du Régent sont généralement supérieurs aux conditions prévues par la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail (exemple : absence pour cause de maladie), ce que ne semble pas interdire cette dernière.

(...)

Dernier élément dont il faut tenir compte : la loi du 11 décembre 2006 ⁽⁶⁾ relative au statut des employés des conservateurs des hypothèques permet au Roi de «fonctionnariser» ces employés. À la veille d'une réforme aussi importante, il paraît inopportun de modifier une terminologie acceptée par le passé et comprise de tous."

Na, zoals de gemachtigde van de Minister erop wijst, steeds weer het streven tot uiting komt om over te gaan van een systeem van arbeidsverhoudingen gebaseerd op de wil van de partijen bij die arbeidsverhouding gebaseerd, naar een bestel waarbij de arbeidsvoorwaarden eenzijdig worden bepaald, inzonderheid ten aanzien van het vaststellen van de loopbanen en de overeenstemmende lonen van de bedienden van de hypotheekbewaarders, rijst de vraag of het dispositief dat bij het ontworpen besluit in het voornoemde besluit van de Regent van 1 juli 1949 wordt opgenomen, geen grondiger aanpassing van dat besluit vergt dan de onderzochte tekst tot stand brengt. Deze vraag

⁽⁶⁾ Cette loi n'a pas encore été publiée au Moniteur belge. Elle résulte d'un projet de loi adopté le 9 novembre 2006 par la Chambre (Doc. parl., Chambre, 2006-2007, n/ 51-2616/3), qui n'a pas été évoqué par le Sénat. L'article 2, alinéa 1^{er}, de cette loi est libellé comme suit :
"Les employés des conservateurs des hypothèques qui remplissent les conditions déterminées par arrêté royal et qui ont réussi une épreuve de sélection reconnue par SELOR équivalente aux épreuves de sélection du même niveau, sont intégrés au sein du Service public fédéral Finances comme agent de l'État."

doet zich des te scherper voor doordat het Parlement de genoemde wet van 11 december 2006, waarvan de gemachtigde van de Minister spreekt, heeft aangenomen.

Het lijkt immers steeds moeilijker en in de toekomst zelfs onmogelijk, gelet op de voornoemde wet van 11 december 2006, die de Koning in werking moet stellen ⁽⁷⁾ en uitvoeren, om de opvatting van het voormelde besluit van de Regent van 1 juli 1949 wat betreft de grondslagen zelf ervan, in te bedden in het perspectief van arbeidsverhoudingen zoals ze worden geregeld door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Op de aangevoerde problematiek wordt niet gewezen in relatie tot het mogelijk gunstiger zijn, zoals in casu voorgeschreven, van sommige aspecten van de arbeidsverhouding gelet op wat bepaald is in de voornoemde wet van 3 juli 1978; de problemen rijzen heel wat meer op het stuk van elementen die veeleer eigen zijn aan een systeem van arbeidsverhoudingen, dan aan een ander.

Zo ligt het niet in de lijn van de voornoemde wet van 3 juli 1978 om, buiten iedere contractuele vrijheid van de partijen bij de arbeidsverhouding zulke belangrijke kwesties te regelen als die van de categorie van betrekking waaronder de werknemer valt (benaming van de graden), het vaststellen van zijn loopbaan en het bepalen van zijn bezoldiging ⁽⁸⁾.

⁽⁷⁾ Artikel 2, tweede lid, van de voormelde wet van 11 december 2006.

⁽⁸⁾ Wat dat betreft heeft de gemachtigde van de minister overigens gesteld dat de avenanten bij de individuele arbeidscontracten, voor wat betreft de wijziging van de benaming van de graden, ondertekend zouden worden. Overeenkomstig artikel 3 van de voornoemde wet van 3 juli 1978 moet de bezoldiging van de bediende, aangezien ze een wezenlijk deel uitmaakt van de contractuele arbeidsverhouding, ook overeengekomen worden tussen de partijen, eventueel in de vorm van een schriftelijk stuk indien het werk dat verricht wordt bijvoorbeeld deeltijds wordt verricht (artikel 11*bis* van de voornoemde wet van 3 juli 1978).

2.2. Dat is echter net wat het ontworpen besluit doet. Het versterkt nog de verschuiving die in de loop van de tijd heeft plaatsgevonden, van een oorspronkelijk hybridische regeling naar een regeling die bijna uitsluitend een rechtspositioneel karakter heeft ⁽⁹⁾.

De steller van het ontwerp wordt dus verzocht na te gaan of de regelgeving die van toepassing is op de bedienden van de hypotheekbewaarders niet grondiger moet worden herzien; zulks zou beslist zorgen voor meer rechtszekerheid, omdat daardoor voorkomen zou worden dat de partijen bij de arbeidsverhouding wet- en andere regelgeving moeten combineren die wegens hun aard verschillend zijn en zelfs vaak onverenigbaar zijn op fundamentele punten.

3. Zoals het thans is opgevat, kan het ontworpen besluit alleen maar begrepen worden als een maatregel die hoofdzakelijk een overgangsmaatregel is ⁽¹⁰⁾, namelijk een maatregel die genomen wordt om het mogelijk te maken de bedienden van de hypotheekbewaarders op te nemen binnen de FOD Financiën, zoals bepaald in de voornoemde wet van 11 december 2006, hetgeen vervolgens een herziening van de gezamenlijke regelgeving zal vergen in deze zin dat alleen nog een rechtspositionele regeling van toepassing zal zijn.

Dat is de achtergrond waartegen het ontworpen besluit is onderzocht en de volgende opmerkingen worden gemaakt.

⁽⁹⁾ Afgezien van het feit dat de juridische constructie die de bediende aan de hypotheekbewaarder bindt formeel de naam arbeidsovereenkomst behoudt, en dat inzake ontslag de regels van de voornoemde wet van 3 juli 1978 van toepassing zijn.

⁽¹⁰⁾ Zie, wat dat betreft, artikel 93 van het ontwerp.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het tweede lid wordt melding gemaakt van een reeks koninklijke besluiten die het voornoemde besluit van de Regent van 1 juli 1949 gewijzigd hebben.

Bij verwijzing naar een regeling in de aanhef worden steeds alle uitdrukkelijke wijzigingen vermeld die deze regeling heeft ondergaan en die nog van kracht zijn, maar alleen onder opgave van aard en datum van de wijzigingsteksten. Uit een eerste onderzoek blijkt dat sommige van de koninklijke besluiten genoemd in het eerste lid, niet meer van kracht zijn; dat geldt onder meer voor het koninklijk besluit van 10 februari 1998. De steller van het ontwerp moet het tweede lid herzien zodat de bovengenoemde regel wordt nageleefd.

Dispositief

Artikel 5

Krachtens artikel 30 van de Grondwet mag het gebruik van de talen alleen geregeld worden bij wet. Bovendien horen bepalingen die alleen maar een hogere norm in herinnering brengen, namelijk een wetsebepaling, niet thuis in een regeling ⁽¹¹⁾. Het ontworpen artikel 10ter, § 4, moet bijgevolg vervallen.

⁽¹¹⁾ Zie de circulaire wetgevingstechniek van de Raad van State - aanbevelingen en formules, november 2001, punt 8.7.2.1. (<http://www.raadvst-consetat.be>).

Artikel 9

Het ontworpen artikel 18 zou beter als volgt worden gesteld (aanvullen met de juiste artikelnummers) :

"Art. 18. Behoudens andersluidende bepalingen van dit besluit worden de bedienden van de hypotheekbewaarders, voor de vaststelling van hun geldelijke toestand, gelijkgesteld met het personeel van de Federale overheidsdiensten dat titularis is van een gemene graad of met het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën dat titularis is van een bijzondere graad, zoals hierna is aangegeven :

- 1 / stagedoende bedienden, genoemd in artikel ..., en definitief aangenomen bedienden, genoemd in artikel ..., worden gelijkgesteld met het vastbenoemde rijkspersoneel;
- 2/ bedienden op proef, genoemd in artikel ..., en tijdelijke bedienden, genoemd in artikel ..., worden gelijkgesteld met personeel dat bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen is bij de Staat."

Artikel 24

De inleidende zin en de indeling van artikel 24 moeten gewijzigd worden als volgt :

"Art. 24. In Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 mei 1969, 27 maart 1972 en 9 oktober 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1/ tussen de Afdelingen II en III wordt een Afdeling I**bis** ingevoegd, luidende "Afdeling I**bis** - Financieel assistenten";

2/ in Afdeling II*bis* wordt een artikel 35*bis* ingevoegd, luidende :

"Art. 35*bis*. Tot financieel assistent worden benoemd, bij wege ... van graad, definitief ... assistenten of adjunct-financieel assistenten, een afgeschafte graad, die ... vervullen :

- a) minstens het signalement ... ontvangen hebben;
- b) geslaagd zijn voor het examen over ...

Tot financieel assistent worden bevorderd, financieel medewerkers die ... vervullen :

- a) minstens het signalement ontvangen hebben;
- b) geslaagd zijn voor ...

De benoeming of bevordering tot financieel assistent ... patrimoniumdocumentatie. Die datum kan niet voorafgaan aan de eerste dag van de maand na die waarin de in de §§1 en 2 vermelde voorwaarden vervuld zijn."

3/ in Afdeling II*bis* wordt een artikel 35*ter* ingevoegd, luidende : (de tekst zoals vervat in het ontwerp maar zonder de onderverdeling in paragrafen, met dien verstande evenwel dat de Nederlandse tekst correcter gesteld zou moeten worden).

Artikel 38

In artikel 38, eerste en tweede lid, zouden de woorden "bekomen geen enkele bevordering in graad of verandering van graad" telkens vervangen moeten worden door de woorden "verliezen elke mogelijkheid tot bevordering in graad of verandering van graad".

Artikel 42

.../...

1. Zoals de gemachtigde van de Minister heeft beaamd, zou punt 1/ aangevuld moeten worden met de precisering dat de toegestane voordelen niet minder gunstig mogen zijn dan die welke verleend worden bij de bindende wettelijke bepalingen die op bedienden van toepassing zijn.

2. Naar analogie van de opmerking betreffende artikel 9, wordt voorgesteld om punt 2/ als volgt te redigeren :

"2/ het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

«Voor de toepassing van het eerste lid worden stagedoende bedienden en definitief aangenomen bedienden gelijkgesteld met vastbenoemde leden van het Rijkspersoneel; bedienden op proef en tijdelijke bedienden worden gelijkgesteld met personen die bij arbeidsovereenkomst in dienst zijn genomen door de Staat»."

In de hele tekst dient dezelfde terminologie te worden gebezigd.

Artikel 55

De gemachtigde van de Minister is er opmerkzaam op gemaakt dat artikel 18, § 4, van het voormelde besluit van de Regent van 1 juli 1949, waarnaar in artikel 55, 1/, van het ontwerp verwezen wordt, opgeheven wordt bij artikel 9 van het ontwerp.

De gemachtigde van de Minister heeft op die opmerking als volgt geantwoord :

"Un des objectifs de la réforme tout comme cela s'est produit pour les agents du S.P.F. Finances est de supprimer les compléments de traitement.

Dans certains cas, l'intégration est différente selon que l'agent bénéficiait ou non d'un complément de traitement.

D'où la nécessité de faire référence à l'actuel article 18, § 4."

Gelet op die uitleg zou artikel 55, 1/, als volgt geredigeerd moeten worden :

.../...

"1/ weddecomplement : de complementen bepaald in artikel 18, § 4, van het besluit van de Regent van 1 juli 1949 houdende het statuut van de bedienden der hypotheekbewaarders zoals die bepaling van kracht was voor de opheffing ervan bij artikel 9 van dit besluit".

Artikel 77

Het zou de duidelijkheid ten goede komen als artikel 77 als volgt geredigeerd zou worden :

"Art. 77. Geslaagden voor het A-examen en het B-examen bedoeld in artikel 10*bis* van het besluit van de Regent van 1 juli 1949 houdende het statuut van de bedienden der hypotheekbewaarders, zoals die bepaling van kracht was voor de vervanging ervan bij artikel 4 van dit besluit, worden geacht geslaagd te zijn voor onderscheidenlijk de A-selectie en de B-selectie, bedoeld in artikel 10*ter*, dat in datzelfde besluit wordt ingevoegd bij artikel 5 van dit besluit."

Artikel 79

De gemachtigde van de Minister heeft bevestigd dat artikel 79, § 1, aldus geïnterpreteerd dient te worden dat de examens die aangekondigd werden voor de datum van inwerkingtreding van de ontworpen tekst afgehandeld worden volgens de bepalingen die van toepassing waren voor de inwerkingtreding van het ontworpen besluit. Die precisering zou in artikel 79, § 1 (dat artikel 79, eerste lid, wordt ⁽¹²⁾), in fine, moeten worden ingevoegd.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 80, 81, § 1 (dat artikel 81, eerste lid, wordt), 82, § 1 (dat artikel 82, eerste lid, wordt) en 83, § 1 (dat artikel 83, eerste lid, wordt).

⁽¹²⁾ Zie slotopmerking nr. 1 betreffende de wetgevingstechniek.

Artikel 86

Naar aanleiding van een verzoek om uitleg betreffende de datum van 31 augustus 2005 die in artikel 86 voorkomt, heeft de gemachtigde van de Minister de volgende uitleg verstrekt : ⁽¹³⁾

"La date correspondante pour les agents du S.P.F. Finances et de l'administration des Pensions est effectivement le 31 août 2004 (à noter que pour le reste de la fonction publique fédérale, la première période de référence pour l'octroi d'une allocation de compétences débutait le 1^{er} septembre 2003).

Pour ce qui concerne les employés des conservateurs des hypothèques, l'autorité budgétaire n'a pas accepté une rétroactivité jusqu'en 2004.

Concrètement, cette différence de traitement revient à ce que la première période de référence pour l'octroi d'une allocation de compétences sera différée d'un an.

Comme dit ci avant, une telle différence est déjà apparue entre les agents des Finances et le reste de la fonction publique fédérale.

Outre l'aspect budgétaire, elle est aussi justifiée par le moment où seront organisées les formations certifiées dont la réussite ouvre le droit au paiement d'une allocation de compétences. Dans le cas des employés des conservateurs des hypothèques, ce sera, au plus tôt, dans le courant du second semestre 2007."

Die uitleg overtuigt niet voor zover hij steunt op motieven van budgettaire aard. In verband met de omstandigheid dat er voor 31 augustus 2005 geen gecertificeerde opleidingen zijn gegeven waarvoor men geslaagd moet zijn om de competentietoelage uitbetaald te kunnen krijgen, beschikt de Raad van State niet over alle feitelijke gegevens die nodig zijn om te kunnen beoordelen of die uitleg pertinent is.

Artikel 93

⁽¹³⁾ Emailbericht van de gemachtigde van de Minister d.d. 2 mei 2007, punt 20.

1. Uit artikel 93 blijkt dat het ontworpen besluit in principe in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. De steller van het ontwerp moet in staat zijn uit te leggen waarom aldus wordt afgeweken van de algemene regel vervat in artikel 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, krachtens welke bepaling koninklijke besluiten in principe verbindend zijn vanaf de tiende dag na die van hun bekendmaking, zulks teneinde eenieder een redelijke termijn te bieden om kennis te nemen van de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen.

2. In verband met de terugwerkende kracht die bij artikel 93 aan sommige bepalingen van het ontwerp wordt verleend, behoort eraan herinnerd te worden dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan echter gewettigd zijn indien zij door een wetsbepaling wordt toegestaan. Wanneer dat echter niet het geval is, is terugwerkende kracht alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisering van een rechts- of feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

Uit de uitleg die de gemachtigde van de Minister heeft verstrekt, blijkt dat de datums van inwerkingtreding voor sommige bepalingen (1 januari 2002, 1 juni 2002 en 1 oktober 2002) de datums van inwerkingtreding zijn van het voormelde koninklijk besluit van 3 maart 2005, respectievelijk voor de bepalingen met betrekking tot niveau D, tot niveau C en tot niveau B ⁽¹⁴⁾.

De terugwerkende kracht vervat in artikel 93 van het ontwerp is dus bedoeld om te zorgen voor een coherente toepassing van de hervormingen van enerzijds de loopbanen van de personeelsleden van de FOD Financiën en de Pensioendienst voor de Overheidssector en anderzijds de loopbaan van de bedienden der hypotheekbewaarders. De steller van het ontwerp moet evenwel nagaan of die

⁽¹⁴⁾ Zie artikel 221 van dat koninklijk besluit.

terugwerkende kracht geen ongunstige invloed heeft op de administratieve of geldelijke situatie van de betrokken bedienden.

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische aard en betreffende de vorm

1. Er is geen reden om een artikel in paragrafen in te delen als elke paragraaf slechts één lid bevat. Een indeling in paragrafen is alleen gewettigd als het artikel een groot aantal leden telt en verwijzingen en wijzigingen daardoor moeilijker worden.

De indeling in paragrafen zou dus beter vervallen, in het bijzonder in de artikelen 2 (ontworpen artikel 4), 10 (ontworpen artikel 18*bis*), 15 (ontworpen artikel 23), 24 (ontworpen artikelen 35*bis* en 35*ter*), 26 (ontworpen artikel 36), 30 (ontworpen artikel 39), 32 (ontworpen artikel 41), 74, 78, 79, 81, 82 en 83 van het ontwerp. In voorkomend geval moeten verwijzingen naar de paragrafen van die artikelen worden vervangen door verwijzingen naar de leden ervan.

2. Met betrekking tot de inleidende zinnen van wijzigende, vervangende of opheffende artikelen moet erop worden gewezen dat de wordingsgeschiedenis van de te wijzigen, te vervangen of op te heffen bepalingen correct moet worden aangegeven. Dat betekent onder meer dat alleen mag worden verwezen naar de nog geldende wijzigingen van het te wijzigen, te vervangen of op te heffen artikel. Wanneer een artikel of een bepaling voorheen integraal is vervangen, schrijve men voorts "vervangen bij" in plaats van "gewijzigd bij" ⁽¹⁵⁾. De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of die regels correct zijn toegepast op alle bepalingen die door de ontworpen tekst gewijzigd, vervangen of opgeheven worden.

⁽¹⁵⁾ Zie in die zin advies 37.348/1 van 24 juni 2004 over een ontwerp dat het koninklijk besluit betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel geworden is, algemene opmerking nr. 3.

3. De ISO- afkorting "EUR" en het symbool € moeten worden vervangen door het woord "euro", dat in het Nederlands onveranderlijk blijft ⁽¹⁶⁾.

4. In artikel 4, in de Nederlandse versie van het ontworpen artikel 10*bis*, eerste lid, moet na de woorden "worden georganiseerd in overleg" het woord "met" worden toegevoegd.

5. In artikel 5, in de Franse versie van het ontworpen artikel 10*ter*, § 1, is sprake van "sélections-A" en "sélections-B", terwijl in artikel 4 van het ontwerp (ontworpen artikel 10*bis*) de schrijfwijze "sélections A" en "sélections B" wordt gebruikt. Men moet voor één van de beide schrijfwijzen kiezen en die in de hele tekst gebruiken.

6. In de Franse versie van artikel 25 moet het woord "libellé" vervangen worden door het woord "intitulé".

7. In de Franse versie van artikel 68, paragraaf 1, eerste lid, staat : "qui sont intégrés conformément à l'annexe du présent arrêté sur rémunération". Om de redactie van die bepaling af te stemmen op die van de bijlage bij het ontworpen besluit, zou het beter

⁽¹⁶⁾ Zie advies 33.330/4 van 3 juni 2002 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van 13 juni 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor de gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 (huidig opschrift : besluit van 13 juni 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de toelagen toegekend aan de diensten voor de gezondheidspromotie op school, in toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school en de diensten voor gezondheidspromotie in het hoger onderwijs, in toepassing van het decreet van 16 mei 2002 betreffende de gezondheidspromotie in het hoger onderwijs buiten de universiteiten), eerste opmerking over het dispositief; advies 34.901/4 van 19 maart 2003 over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 1 april 2003 tot vaststelling van het statuut van de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën en tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, slotopmerking nr. 2.

zijn te schrijven: "qui sont intégrés, conformément à l'annexe du présent arrêté, sur la base de la rémunération".

In de Nederlandse tekst van artikel 68, paragraaf 1, eerste lid, alsmede in de bijlage, schrijf men "ingeschaald op basis van" in plaats van "ingeschaald op". De Nederlandse tekst van artikel 68, paragraaf 1, eerste lid, zou aldus gesteld moeten worden :

"Bedienden die overeenkomstig de bijlage bij dit besluit worden ingeschaald op basis van de bezoldiging, verkrijgen ... of onmiddellijk hoger dan ... oude graad."

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS